

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 AVRIL 1921.

Projet de loi autorisant le Gouvernement à garantir jusqu'à concurrence d'une somme de 250,000,000 de francs, la bonne fin de ventes de marchandises belges à l'étranger.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La crise intense qui paralyse l'activité industrielle ne semble pas s'atténuer. A fin janvier écoulé, 117,751 ouvriers chômaient parmi les 609,340 membres affiliés aux 1,394 caisses et sections locales d'assurance contre le chômage. A fin février il y avait 141,048 chômeurs secourus par 1,428 caisses de chômage groupant 620,944 membres. Le nombre total de journées de chômage pendant ce mois a été de 1,712,074, ce qui représente à peu près, par membre assuré, trois jours par mois et, par chômeur, douze jours. A fin décembre il y avait 94,796 chômeurs.

Des industries qu'on eût cru à l'abri de tout chômage sont elles-mêmes frappées et, pendant le mois de février, les mines de houille elles-mêmes n'ont compté que vingt-deux jours d'extraction en moyenne, tandis que les stocks s'accumulent au point d'atteindre en ce moment près d'un million de tonnes sur les carreaux des mines.

Ce chômage presque général a frappé notre industrie renaissante alors qu'elle était encore assez loin d'avoir repris son activité d'avant-guerre. La production dans la métallurgie en octobre dernier, par rapport à 1913, n'avait encore été ramenée qu'à 60 % pour la fonte, 69 % pour les fers finis, 59 % pour l'acier, 60 % pour les aciers finis et 48 % pour le zinc brut.

La situation est particulièrement grave pour les industries textiles ; les filatures et les tissages de lin, de coton et de laine ont été les plus durement frappés et c'est à peine si, depuis de longs mois, on y trouve de légères traces de reprise.

Or, la plupart de nos grandes industries vivaient surtout d'exportations et l'alimentation des deux tiers de notre population dépend de l'écoulement à l'étranger des produits de nos industries.

Seulement, la crise mondiale qui a frappé en premier lieu les pays les plus riches et qui semblaient les mieux armés pour l'exportation, atteignant les uns après les autres les pays les plus éprouvés, a créé une situation paradoxale : de nombreux pays appauvris par la guerre ou nés à la vie politique par suite de la guerre, sont dépourvus des moyens monétaires ou de produits d'échange leur permettant d'acquérir les articles manufacturés dont ils ont le plus pressant besoin. Et l'on voit ainsi, à côté des pays riches en matières premières et en produits fabriqués, comme les États-Unis et l'Angleterre avec ses colonies, des pays pauvres en matières premières mais riches en moyens de production, comme la Belgique, et des pays dépourvus de matières premières disponibles, de moyens de production ou de moyens de transport, mais riches d'espérance en produits divers si, par les procédés modernes, on parvient à les mettre en valeur comme les États des Balkans, la Pologne, la Russie, etc.

Des solutions diverses, d'ordre général, ont été cherchées à cette désharmonie générale. Des tentatives faites à la Conférence financière internationale, réunie à Bruxelles, sont loin d'avoir abouti encore, quoique, en ce moment, la Société des Nations ait repris d'une façon positive, en en confiant le soin à M. Drummond Frazer, l'étude des méthodes suggérées.

Parmi celles-ci, les projets de MM. Delacroix et Termeulen ont retenu l'attention générale et il semble que c'est dans ce sens que les travaux s'orientent. En Angleterre, M. Marshal Stevens essaie, dans le même esprit, de faire prévaloir un projet dont on trouvera en annexe les grandes lignes.

Mais la mise au point et la réalisation de ces vastes projets semblent encore lointaines, tandis que la crise perdure, que le chômage coûte des sommes considérables et que les pays industriels, comme la Belgique, se voient impuissants, en beaucoup de cas, à reconquérir les marchés qui leur étaient ouverts jadis.

De grands pays industriels ont compris déjà la nécessité d'employer des remèdes énergiques et urgents.

Aux États-Unis, des banquiers, des exportateurs, des industriels et des fermiers ont constitué un syndicat : « Le Foreign Trade Financial Corporation », au capital de 100 millions de dollars, qui a pour but de traiter avec l'étranger des affaires impliquant des crédits à longs termes et d'en avancer le montant aux producteurs américains.

Récemment, par deux fois, aux deux tiers des voix et contre l'avis même du Président Wilson, le Sénat américain s'est prononcé pour la reconstitution du « War Finance Corporation », marquant ainsi sa volonté de voir l'État se substituer aux banques ou les aider à donner au commerce d'exportation la possibilité d'écouler à l'étranger les produits américains.

Jusqu'à la fin de l'année dernière, le Canada possédait un organisme de ce genre.

En 1919 déjà, le Gouvernement anglais s'était fait ouvrir par le Parlement un crédit de 26 millions de livres sterling à l'effet de financer des opérations commerciales avec les pays baltes et les jeunes nations de l'Europe centrale et orientale.

L'« Overseas trade-credit et insurance-act (1920) », a fixé les règles de l'interven-

tion gouvernementale. Une fois le contrat approuvé par un organisme spécial, l'« Export Credits Department », le Gouvernement avance par l'entremise d'une banque le montant total de la valeur de la marchandise exportée et accorde son ducroire jusqu'à concurrence de 80 % de cette somme. L'État, créancier de l'exportateur pour les 20 % restants, possède d'autre part une créance privilégiée vis-à-vis de tous les versements effectués par l'importateur étranger. Des traites en sterling à trois ans de date au plus sont tirées par l'exportateur sur l'importateur qui doit déposer, dans une banque approuvée, des garanties pour une somme équivalente au montant du prix de revient de la marchandise.

* * *

Le projet que le Gouvernement soumet aux Chambres est conçu dans le même esprit. Il a spécialement pour but de faciliter l'écoulement des marchandises qui se trouvent actuellement en stock dans nos usines et de permettre à nos industries d'exportation de reprendre leur place sur les marchés étrangers, dont elles sont écartées à l'heure actuelle par des difficultés d'ordre monétaire.

Le Gouvernement serait autorisé à donner sa garantie de bonne fin à des ventes de produits belges faites à l'étranger, quand des exportateurs se trouvent en présence d'acheteurs ne possédant pas actuellement des moyens de libération mobilisables. Ainsi, dans certains pays, l'État, ou des industriels, ou des commerçants sont disposés à acheter de grandes quantités de fil de coton ou de lin, de tissus de laine ou de chaussures, de rails, de wagons ou de locomotives. Seulement, la monnaie de leur pays est dépréciée; l'exploitation ou la production des richesses naturelles de ces pays n'a pas repris encore une importance suffisante pour équilibrer les achats indispensables à la renaissance de la vie économique. Ce relèvement de la production intérieure de ces pays est même souvent lié à la fourniture préalable de produits manufacturés provenant des pays industriels : vêtements, chaussures, machines aratoires. Les transports sont loin d'y être remis en état, retardant ainsi le moment où l'échange, sous forme de produits, pourrait servir de base à des transactions.

Il est donc indispensable, si l'on veut faire des affaires dans ces pays, d'y faire du crédit. Le Gouvernement propose de limiter la durée de ce crédit à trois ans.

Il ne serait pas sage ni pratique d'envisager des ventes directes faites par le Gouvernement belge aux Gouvernements étrangers ou à des industriels ou commerçants étrangers; ces transactions sont abandonnées à l'initiative des industriels belges. Mais, en vue de réaliser des ventes importantes de ce genre, le Gouvernement pense que le groupement des entreprises de la même industrie est un puissant élément de succès; les frais généraux peuvent être ainsi diminués et la garantie de bonne fin du Gouvernement profite à la généralité au lieu de profiter à quelques privilégiés. La garantie de bonne fin serait donc donnée de préférence à des groupements et exceptionnellement seulement à des entreprises isolées.

Cette pratique est d'autant plus nécessaire que l'un des buts principaux du projet est d'atténuer la crise et de maintenir en marche ou de remettre en activité des entreprises menacées de chômage.

Dans l'ordre de priorité viendraient donc les industries qui sont actuellement le plus fortement atteintes par la crise, et si, à l'occasion de cette intervention du Gouvernement, il pouvait se former, à l'intérieur du pays, une cohésion plus grande — tout au moins pour la vente à l'étranger — des entreprises d'une même industrie, il y aurait lieu de s'en féliciter, dans l'intérêt du développement économique du pays.

En accordant sa garantie de bonne fin, le Gouvernement doit évidemment avoir des assurances que les opérations qui se traiteront sous son égide sont sérieuses et il devra en connaître toutes les conditions. Comme il s'agit ici non seulement des capitaux engagés dans les entreprises mais des intérêts de ceux qui y sont occupés, le Gouvernement croit devoir réserver son aide aux entreprises qui assurent à leur personnel, par des conventions librement débattues, des conditions normales de travail.

D'autre part, il sera indispensable, en règle générale, afin de s'assurer du sérieux des transactions, d'exiger que l'acheteur paie comptant une part importante de la fourniture : 10 %, ne paraît pas exagéré.

L'État ne peut pas non plus être responsable de l'opération pour son entièreté. Afin d'entourer ces ventes du maximum de garantie, il importe de demander aux groupes d'industriels vendeurs de rester responsables pour une part importante correspondant au bénéfice maximum, direct et indirect, réalisable. L'industrie belge, en effet, pour reconquérir ses marchés, aidée de l'appui du Gouvernement, doit savoir faire les sacrifices indispensables. Les exportateurs devront, en règle générale, rester responsables pour 25 % de la valeur des ventes.

Mais les industriels ne peuvent faire des opérations de ce genre qu'en s'appuyant sur des banques qui leur ont fourni du crédit ou qui leur en fourniront pour la reprise de leur activité. L'intervention, dans le risque, pour une part qui pourrait être fixée à 20 %, des établissements de crédit qui sont le mieux placés pour connaître la situation des industriels exportateurs, sera un troisième élément capable de donner, à l'intervention de l'État, le maximum de garantie, celui-ci restant responsable pour le surplus.

Afin de se prononcer sur les demandes de garantie de bonne fin qui lui seraient faites, le Gouvernement propose aux Chambres d'instituer une Commission composée de délégués de différents Départements et de Représentants du Parlement. Cette Commission aurait à donner son avis sur chaque demande, d'après les directives générales qui lui seraient données.

Le projet propose de limiter à 250 millions le total des transactions pour lesquelles le Gouvernement pourrait donner sa garantie de bonne fin, étant entendu que les sommes payées, et dégagant d'abord la responsabilité du Gouvernement, pourraient être réemployées.

Il faut remarquer aussi que le système préconisé n'a nullement pour but de faire donner par l'État des avances aux industriels; ceux-ci devront chercher ces avances auprès des établissements de crédit, le Gouvernement n'intervenant que pour donner sa garantie de bonne fin à ces opérations dans la mesure qui sera déterminée dans chaque cas.

Cette mesure doit pouvoir varier, et c'est pourquoi le projet ne la détermine

pas, car on peut prévoir des ventes faites à l'étranger par des groupements d'industriels qui, voulant énergiquement remédier à la crise, consentent à écouler des produits fabriqués à haut prix, à des taux qui ne laissent aucun bénéfice ou qui les mettent parfois en perte sérieuse. Dans ces cas, il faut évidemment que le Gouvernement puisse les aider d'une façon plus large.

Les garanties de bonne fin seraient accordées par arrêtés royaux contresignés des trois Ministres intéressés : le Ministre des Finances, le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement et le Ministre des Affaires Économiques.

*
* * *

Le projet qui vous est soumis innove considérablement. Il est né des circonstances et peut évidemment soulever beaucoup d'appréhensions et de critiques :

Les risques de l'État, si l'on entoure chaque affaire des garanties indiquées plus haut, ne semblent pas énormes, mais fussent-ils grands, les conséquences d'une reprise d'activité industrielle et la réapparition, sur une longue échelle, de nos produits sur les marchés étrangers, seraient incalculables.

Le Gouvernement pense qu'il doit tenter dans ce sens tout ce qui est possible, même au risque de quelques aléas.

La détermination des affaires qui pourront bénéficier de cette protection de l'État est évidemment délicate. C'est pourquoi le Gouvernement propose l'institution d'une Commission consultative composée avec soin et qui étudiera chaque affaire. C'est pourquoi aussi il demande que chaque arrêté royal soit contresigné par les trois Ministres particulièrement intéressés.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*

J. WAUTERS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 APRIL 1921.

Wetsontwerp, de Regeering er toe machtigende, tot goeden afloop van den afzet van Belgische koopwaren in het buitenland, een waarborg te verleenen ten bedrage van 250,000,000 frank.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De heftige krisis, waardoor de nijverheid thans wordt verlamd schijnt geenszins te verrachten. Einde Januari jl. waren er 117,751 werkloozen onder de 609,340 bij 1,394 plaatselijke werkloozenkassen en- afdelingen aangesloten leden. Einde Februari waren er 141,048 werkloozen, gesteund door 1,428 werkloozenkassen, waarbij 620,944 leden waren aangesloten. Het getal dagen werkloosheid in die maand bedroeg 1,712,074, wat per verzekerd lid nagenoeg 3 dagen en per werklooze 12 dagen per maand bedraagt. Einde December waren er 94,796 werkloozen.

Bedrijven, die men tegen alle werkloosheid gevrijwaard had mogen denken zijn getroffen en, in de maand Februari, werd zelfs in de steenkoolbedrijven, gemiddeld maar twee en twintig dagen gedolven, terwijl de steenkoolvoorraad in dier voege aandikt, dat thans ongeveer één miljoen ton steenkool in voorraad opgeslagen is.

Die bijna algemeene werkloosheid heeft onze wederoplevende nijverheid getroffen op het oogenblik dat ze er nog vrij ver van af was de vooroorlogsche bedrijvigheid te hebben bereikt. In de metaalbedrijven bedroeg de voortbrenging in October j.l., nog maar 60 %, van die in 1913 wat betreft het ruwijzer, 69 %, wat het betreft het afgewerkt ijzer, 59 %, wat betreft het staal, 60 %, wat betreft het afgewerkt staal en 48 %, wat betreft het ruwzink.

De toestand is bijzonder erg in de vezelbedrijven. De vlas-, katoen- en wol-spinnerijen en -weverijen werden het zwaarst getroffen en men kan moeilijk zeggen dat er sedert ettelijke maanden een merkbare opleving te bespeuren valt.

Welnu, de meeste takken onzer grootnijverheid leefden inzonderheid van den uitvoer en de voeding van de $\frac{2}{3}$ onzer bevolking hangt af van den afzet onzer nijverheidsvoortbrengselen in het buitenland.

Maar de wereldkrisis, die in de eerste plaats de rijkste, het best voor den uitvoer gewapend schijnende landen heeft getroffen, trof achtereenvolgens ook de armere landen en bracht daardoor een paradoxalen toestand te weeg.

Talrijke wegens den oorlog verarmde of tot politiek leven geroepen landen bezitten de geldmiddelen of de ruilprodukten niet, die zè in de mogelijkheid zouden stellen de hun zoo broodnoodige bewerkte artikelen aan te schaffen. En zoo heeft men benevens aan grondstoffen en gemaakte waren rijke landen gelijk de Vereenigde-Staten en Engeland met zijn Koloniën, aan grondstoffen arme maar aan voortbrengingsmiddelen rijke landen, gelijk België, en landen gelijk de Balkanstaten, Polen, Rusland, enz., ontbloot van beschikbare grondstoffen, van voortbrengings- of van vervoermiddelen, maar veelbelovend wat betreft allerlei voortkrengselen, indien men er toe komt, die langs modernen weg tot waarde te maken.

Ter bestrijding van die algeheele disharmonie werd naar verschillende oplossingen van algemeenen aard gezocht. De op de te Brussel vergaderde Finantieele Wereldconferentie gedane pogingen zijn nog ver van tot een uitkomst te hebben geleid, schoon de Volkerenbond thans het bestudeeren der aangeprezen methodes werkelijk heeft op zich genomen door zulks toe te vertrouwen aan de zorgen van den heer Drumond Frazer.

Doch de afwerking en de verwezenlijking van die ruime ontwerpen lijkt nog ver verwijderd, terwijl de krisis voortduurt, de werkloosheid aanzienlijke sommen geld kost en nijverheidslanden, gelijk België, in veel gevallen onmachtig zijn om de vroeger voor hen openstaande markten weder te winnen.

Daaronder hebben de ontwerpen van de heeren Delacroix en Termeulen de aandacht getrokken en het schijnt wel dat men zich in die richting gaat bewegen.

In Engeland zoekt de heer Marshal Stevns, in dezelfde richting, een ontwerp te doen aannemen, dat in een bijlage in zijn groote trekken wordt uiteengezet.

Groote nijverheidslanden hebben de noodzakelijkheid reeds begrepen krachtadige en dringende middelen te gebruiken.

In de Vereenigde Staten hebben bankiers, uitvoerders, nijveraars en landbouwers met een kapitaal van 100 millioen dollar een Syndikaat « The Foreign Trade Financial Corporation » opgericht, dat ten doel heeft met het buitenland zaken af te doen, waardoor krediet op langen termijn vereischt wordt en het noodig bedrag er voor aan de amerikaansche voortbrengers voor te schieten.

Onlangs heeft de Amerikaansche Senaat, tot tweemaal toe, met twee derde van de stemmen en tegen het advies van den voorzitter Wilson uitspraak gedaan ten voordeele van het wederoprichten der « War Finance Corporation », aldus blijk gevende van zijn verlangen de Staat in de plaats der banken te zien treden of hem daaraan hulp te zien verleen en om den uitvoerhandel in de mogelijkheid te brengen de Amerikaansche voortbrengselen in het buitenland af te zetten.

Tot einde van het vorig jaar bestond ook in Canada een dergelijk organisme.

Reeds in 1919 had de Engelsche Regeering van het Parlement de goedstemming bekomen van een som van 26 millioen pond sterling ten einde over geldmiddelen te beschikken voor het afdoen van handelsverrichtingen met de Baltische landen en met de jonge naties van Midden- en Oost-Europa.

Bij het « Oversea's trade-credit et insurance actinary 1920 », werden de regelen bepaald voor regeeringsbemoeiing. Eens de overeenkomst door een bijzonder organisme « Export Credits Department » goedgekeurd, schiet de Regeering door de bemiddeling van een bank het geheel waardebedrag der uitgevoerde koopwaar voor en verleent haar delcredere ten beloope van 80 t. h. dier som. De Staat, schuldeischer van den uitvoerder voor de overige 20 t. h., bezit anderzijds een bevoorrechte schuldvordering tegenover al de door den buitenlandschen invoerder gestorte sommen. Wissels in pond sterling, uiterlijk binnen 3 jaar, worden door den uitvoerder getrokken op den invoerder, die in een aangenomen bank een som tot zekerheid moet storten, gelijk aan het bedrag van den kostprijs der koopwaar.

* * *

Het door de Regeering aan de Kamers onderworpen ontwerp is in denzelfden geest opgevat. Het heeft inzonderheid ten doel de thans in onze bedrijfsinrichtingen opgeslagen koopwaren te kunnen afzetten en onze uitvoerbedrijven in de mogelijkheid te brengen weer hun vroegere plaats in te nemen op de buitenlandsche markten, waarvan ze thans wegens geldelijke moeilijkheden verdrongen blijven.

De Regeering zou er toe gemachtigd zijn den goeden afloop te waarborgen van voor het buitenland gedane verkoopen van Belgische voortbrengselen, wanneer uitvoerders tegenover aankoopers staan, die thans niet in 't bezit zijn van gepaste betaalmiddelen. Aldus zijn Staat, nijveraars of handelaars in sommige landen er toe bereid groote hoeveelheden katoen- of vlasgaren, wolweefsels, schoeisel, spoorstaven, spoorwagens of lokomotieven aan te koopen. Maar hun munt is minderwaardig geworden; de ontginning of de bewerking der natuurlijke rijkdommen in die landen zijn nog niet weer voldoende belangrijk om daarin een evenwicht te vinden voor den aankoop van de tot wederopleving van het economisch leven onontbeerlijke zaken. Bedoelde wederopleving van de voortbrenging in die landen gaat zelfs vaak gepaard met het hun verschaffen door nijverheidslanden van gereede waar als : kleeven, schoeisel, landbouwmachines. De vervoermiddelen zijn er op verre na nog niet weder hersteld, wat dan ook het oogenblik verschuift, waarop voortbrengselen tot grondslag zouden kunnen worden genomen voor den ruilhandel.

Wil men dus met die landen handel drijven zoo moet men ze noodzakelijkerwijze krediet verleen. De Regeering stelt voor bedoeld krediet te verleen voor een termijn van drie jaar.

Het ware niet wijs noch praktisch indien de Belgische Regeering zelf rechtstreeks verkocht aan buitenlandsche Regeeringen, nijveraars of handelaars; de verhandelingen dienen gedaan door de Belgische nijveraars. Maar om aldus tot aanzienlijke verkoopen te kunnen komen acht de Regeering het groepeeren van

soortgelijke nijverheidstakken een uitstekend middel tot welgelukken; de algemeene kosten worden er door verminderd en de waarborg tot goeden afloop van den afzet door de Regeering komt ten goede aan allen instee van aan enkele begunstigde personen. De waarborg tot goeden afloop van den afzet zou dus bij voorkeur verzekerd worden aan groepen en slechts uitzonderlijk aan alleenstaande ondernemingen.

Deze maatregel is allernoodzakelijkst daar een der voornaamste doeleinden van het ontwerp er toe strekt de krisis te verzachten en met stopzetting bedreigde inrichtingen aan den gang te houden of stopgezette weer in gang te brengen.

In de eerste plaats zouden dan komen de nijverheidstakken, die thans het meest door de krisis zijn getroffen en indien in ons land, ter gelegenheid dier Regeeringsbemoeiing, onder soortgelijke nijverheidstakken, een betere samenwerking kon tot stand komen, — ten minste wat betreft den afzet in het buitenland —, zoo zou men er in 't belang der economische ontwikkeling van 't land, gelukkig mogen om zijn.

Bij den waarborg tot goeden afloop van den afzet dien de Regeering natuurlijk de verzekering te hebben dat de onder haar bescherming gedane handelsverrichtingen ernstig zijn en zij dient er al de voorwaarden van te kennen. Daar het hier niet alleen in ondernemingen belegde kapitalen, maar tevens de belangen geldt van dezen, welke er in gebezigd worden, meent de Regeering haar hulp te moeten voorbehouden voor die ondernemingen, waarin, door vrij besproken overeenkomsten, gewone arbeidsverhoudingen aan het personeel worden verzekerd.

Anderzijds zal het over 't algemeen onontbeerlijk zijn het ernstige der zaak nauw te onderzoeken, te eischen dat de koopers een belangrijk gedeelte van het geleverde komptant betalen: 10 t. h. lijkt niet overdreven.

De Staat kan ook niet aansprakelijk worden gesteld voor de geheele zaak. Ten einde aan bedoelde verkoopen zooveel mogelijk zekerheid te verschaffen dient aan de verkoopende nijveraarsgroepen gevraagd om aansprakelijk te blijven voor een belangrijk gedeelte, overeenstemmende met de maxima, rechtstreeks en onrechtstreeks, verwezenlijkbare winst. Om haar vroegere afzetmarkten weer te winnen inderdaad moet de, door de Regeering geholpen, belgische nijverheid zich de volstrekt noodige opofferingen kunnen getroosten.

De uitvoeders dienen, over 't algemeen, aansprakelijk te blijven voor 25 % van de verkoopwaarde.

Maar de nijveraars mogen dergelijke verrichtingen niet doen, tenzij met den steun van banken, die hun voor het wederopnemen van hun werkzaamheden krediet hebben verleend of zullen verleen. De overname, in het risico, van een aandeel, dat op 20 % zou kunnen worden bepaald, door kredietinrichtingen, die het best geplaatst zijn om den toestand der uitvoeders te kennen, zal een derde element zijn, in staat om aan de staatsbemoeiing de meest mogelijke zekerheid te verschaffen, daar de Staat aansprakelijk blijft voor het overige.

Ten einde uitspraak te doen omtrent mogelijke tot haar gerichte aanvragen tot waarborging van den goeden afloop, stelt de Regeering aan de Kamers voo een Kommissie tot stand te brengen samengesteld uit afgevaardigden van

verschillende Departementen en uit vertegenwoordigers van het Parlement. Bedoelde Kommissie zou in opdracht hebben naar gegeven algemeene voorschriften, haar advies uit te brengen omtrent elke aanvraag.

Bij het ontwerp wordt voorgesteld de geheele som waarover de Regeering tot waarborging van den goeden afloop zou mogen beschikken, te beperken tot 250 miljoen frank, met dien verstande dat de afbetaalde sommen, waarvoor de Regeering geen aansprakelijkheid meer op zich te nemen heeft, weder kunnen gebruikt worden.

Er dient eveneens opgemerkt dat het aangeprezen stelsel geenszins ten doel heeft door den Staat voorschotten te laten doen aan de nijveraars; deze moeten die voorschotten zoeken te vinden bij kredietinrichtingen, daar de Regeering zich slechts in zoover met de zaak bemoeit, dat ze den goeden afloop van den afzet waarborgt, in de mate als voor ieder geval zal worden bepaald.

Die mate moet verschillend kunnen zijn en daarom ook wordt ze niet door het ontwerp bepaald, want men kan gevallen voorzien, waarin nijveraarsgroepen, om de crisis krachtadig te bestrijden, er in zullen toestemmen tot hooge prijzen gefabriceerde voortbrengselen in het buitenland af te zetten tegen prijzen, die geen ruimte voor winst overlaten, of die ze soms vrij groote verliezen doen ondergaan. In die gevallen dient de Regeering hen natuurlijk in ruimere mate te kunnen steunen.

De waarborg tot goeden afloop van den afzet zou verleend worden bij koninklijk besluit, mede-ondertekend door de drie betrokken ministers : den Minister van Financiën, dien van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading en dien van Staathuishoudkundige zaken.

*
*
*

Het u onderworpen ontwerp is grootendeels iets nieuws. Het heeft zijn ontstaan te danken aan de omstandigheden en kan ongetwijfeld aanleiding geven tot veel bezorgdheid en vitterij.

De risico's van den Staat, indien bij elke zaak zekerheidstelling wordt vereischt als boven aangeduid, lijken niet zoo groot, maar al waren ze ook groot, zoo zouden toch de gevolgen van een wederopleving in de nijverheidsbedrijvigheid en het weder verschijnen, op ruime schaal, van onze produkten op de buitenlandsche markten, onberekenbaar zijn.

De Regeering is van meening dat in die richting al het mogelijke tient beproefd, zelfs op gevaar af van enkele aleas.

Aanduiden welke zaken van bedoelde Staatsbescherming kunnen genieten is natuurlijk heel kiesch. Even daarom stelt de Regeering voor een raadgevende Kommissie tot stand te brengen, zorgvuldig samengesteld en er mee belast elke zaak te bestudeeren. Ook daarom vraagt ze dat elk Koninklijk besluit mede ondertekend worde door de drie meest betrokken Ministers.

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

ANNEXE AU N° 212.

Projet de loi autorisant le Gouvernement à garantir jusqu'à concurrence d'une somme de 250 millions de francs, la bonne fin de ventes de marchandises belges à l'étranger.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances, des Affaires Économiques et de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives.

ARTICLE PREMIER.

Dans le but d'atténuer la crise industrielle et d'assurer la reprise des affaires avec les pays étrangers, en favorisant particulièrement l'exportation des produits belges, le Gouvernement est autorisé à garantir, sous les conditions énumérées ci-après, et jusqu'à concurrence d'une somme globale de 250 millions de francs, la bonne fin de ventes de marchandises belges à l'étranger:

ART. 2.

La garantie de bonne fin est accordée

BIJLAGE VAN N° 212.

Wetsontwerp, de Regeering er toe machtigende, tot goeden afloop van den afzet van Belgische koopwaren in het buitenland, een waarborg te verleenen ten bedrage van 250 miljoen frank.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën, van Staathuiskundige Zaken en van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers worden ingediend.

EERSTE ARTIKEL.

Ten einde, door een bijzondere bevordering van den uitvoer der Belgische voortbrengselen, de nijverheidskrisis te lenigen en het hervatten der handelsbetrekkingen met het buitenland te verzekeren, wordt de Regeering er toe gemachtigd den goeden afloop van den afzet van Belgische koopwaren in het buitenland te waarborgen, onder navermelde voorwaarden, en tot een globaal bedrag van 250 miljoen frank.

ART. 2.

De waarborg tot goeden afloop

de préférence à des groupements industriels englobant le plus grand nombre possible d'entreprises d'une même industrie, et exceptionnellement à des entreprises isolées.

ART. 3.

Pour pouvoir solliciter la garantie de bonne fin d'opérations faites à l'étranger, les groupements d'industriels ou les industriels doivent réunir les conditions ci-après :

1° Avoir le siège social de leurs affaires et leurs ateliers en Belgique;

2° Produire tous documents permettant de fixer les conditions exactes de l'opération commerciale;

3° Apporter des promesses recouvertes de deux signatures, à savoir celle de l'acheteur et celle d'une banque étrangère ou la garantie d'un État étranger sous forme de fonds, warrants ou autre.

ART. 4.

Les groupements d'industriels ou les industriels qui sollicitent la garantie du Gouvernement, demeurent responsables de la perte éventuelle, ainsi que les établissements de crédits disposés à les aider, dans une proportion à déterminer par le Gouvernement.

La durée maximum du crédit ainsi garanti est de trois ans. Au fur et à mesure des paiements, la garantie du Gouvernement est dégagée en premier lieu, celle des banques ensuite et enfin celle des industriels eux-mêmes.

Les sommes récupérées de cette façon par l'État sont susceptibles de réemploi dans les mêmes conditions.

wordt bij voorkeur verleend aan nijveraarsgroepen, waarvan het grootst mogelijk aantal ondernemingen van één zelfde nijverheid deel uitmaken, en uitzonderlijk aan alleenstaande ondernemingen.

ART. 3.

Om den waarborg tot goeden afloop van afzet in het buitenland te mogen aanvragen dienen de nijveraarsgroepen of de nijveraars aan navermelde voorwaarden te voldoen :

1° Hun maatschappelijke bedrijfszetel en hun werkplaatsen in België hebben;

2° Alle oorkonden overleggen, die het mogelijk maken nauwkeurig de voorwaarden der handelsverrichting te bepalen;

3° Promessen overleggen, bekleed met twee handteekeningen, te weten : die van den kooper en die van een buitenlandsche bank of den waarborg van een vreemden staat, onder den vorm van fondsen, warrants of dergelijke.

ART. 4.

De nijveraarsgroepen of de nijveraars, die om den waarborg der Regeering verzoeken, blijven aanspraaklijk voor het mogelijk verlies, alsmede de kredietinstellingen, die niet ongenegen zijn hen te helpen, in een door de Regeering te bepalen verhouding.

De maximum-duur van het aldus gewaarborgd krediet is drie jaar. Naarmate van de betalingen wordt eerst de waarborg der Regeering gedelgd, daarna die van de banken en eindelijk die van de nijveraars zelf.

Over de aldus door den staat terugbekomen sommen kan onder dezelfde voorwaarden, weder worden beschikt.

ART. 5.

La garantie de bonne fin est donnée par arrêté royal contresigné des Ministres ayant dans leurs attributions les Finances, l'Industrie, le Travail et le Ravitaillement et les Affaires économiques.

Cet arrêté est pris après avis d'un Comité consultatif, nommé par le Roi, composé de neuf membres, dont trois présentés par la Chambre des Représentants, deux par le Sénat et quatre représentant respectivement les Ministres des Finances, des Affaires étrangères, des Affaires économiques, de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

Le Président est choisi en dehors des membres par le Roi.

Le mandat des membres de la Commission et du Président est de trois ans; il peut être renouvelé.

ART. 6.

La Commission visée à l'article précédent aura le droit de prendre, préalablement à l'avis qu'elle doit donner, toutes les informations ayant pour but d'établir que les conditions énumérées à l'article 3 sont remplies et de vérifier :

a) Si les opérations commerciales dont il s'agit sont utiles au pays, en assurant la marche ou la remise en activité des entreprises favorisées;

b) Si les conditions de travail existant dans ces entreprises sont conformes aux

ART. 5.

De waarborg tot goeden afloop wordt gegeven bij koninklijk besluit, medeonderteevend door de Ministers van Financiën, van Nijverheid, Arbeid in Bevoorrading en van Staathuishoudkundige Zaken.

Dit besluit wordt gegeven na advies van een door den Koning benoemde raadgevende Commissie, samengesteld uit negen leden, waarvan drie voorgedragen door het Bureau van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, drie van het Senaat en vier aangeduid onderscheidenlijk door den Minister van Financiën, dien van Buitenlandsche Zaken, dien van Staathuishoudkundige Zaken en dien van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

De Voorzitter wordt door den Koning buiten de leden gekozen.

Het lidmaatschap van de Commissieleden en van den Voorzitter duurt drie jaar; het is voor dadelijke vernieuwing vatbaar.

ART. 6.

De bij voorgaand artikel bedoelde Kommissie heeft het recht aan het door haar uit te brengen advies te laten voorafgaan het nemen van alle inlichtingen ten doel hebbende er van te laten blijken dat aan de in artikel 3 opgesomde voorwaarden werd voldaan en te onderzoeken :

a) Of de betrokken koophandelsverrichtingen, met het verzekeren van den goeden gang der beoordeelde ondernemingen of met het weder in werking brengen er van, voor het land eenig nut aanbieden;

b) Of de in die ondernemingen heerschede arbeidsverhoudingen strooken

conditions normales établies par les Commissions mixtes ou autres organismes de conciliation.

met de normale voorwaarden vastgesteld door de Gemengde Kommissies of andere verzoeningsinstellingen.

ART. 7.

Le Ministre des Finances est autorisé à prendre les mesures nécessaires à l'application des dispositions prévues par la présente loi.

ART. 7.

De Minister van Financiën wordt er toe gemachtigd de noodige maatregelen te treffen ter toepassing van de bij deze wet voorziene bepalingen.

Donné à Bruxelles, le 7 avril 1921.

Gegeven te Brussel, den 7^e April 1921.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

THEUNIS.

Le Ministre des Affaires Économiques,

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

A. VAN DE VYVERE.

*Le Ministre de l'Industrie,
du Travail et du Ravitaillement,*

*De Minister van Nijverheid,
Arbeid en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.
